

DEPARTEMENT DE L' AISNE-ARRONDISSEMENT DE SAINT-QUENTIN
CANTON DE RIBEMONT
COMMUNE DE MOY DE L' AISNE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 25 janvier 2019

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE: 15
DATE DE CONVOCATION : 18 janvier 2019

VOTANTS : 15
DATE D'AFFICHAGE : 28 janvier 2019

L'an deux mil dix-neuf, le vingt-cinq janvier à dix neuf heures, le Conseil Municipal de la commune de MOY DE L' AISNE, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie sous la présidence de Monsieur Patrick FEUILLET.

Présents : Messieurs SAUVAGE Hervé, SCHLECHT André, MAHU Jean-Yves, Mesdames GODEFROY Sylviane, BERNA Séverine, FERRIERE Annie, FRANCELLE Marie-Josée, LAFFONT-DELZENNE Dominique, Messieurs BON Pascal, DRAPIER Didier, LAURENT Philippe, MARTIN Frédéric, THIEBAUT Yves

Absent excusé : M. Denis PREVOST donnant procuration à M. Frédéric MARTIN

Secrétaire : Mme Sylviane GODEFROY

N° 2019 – 13

OBJET : OUVERTURE A L'URBANISATION DE LA ZONE 2AU DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 153-36 à L. 153-44;

Vu l'approbation du PLU par délibération du 30 avril 2010,

Vu les dispositions de la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbains) du 13 décembre 2000, de la loi UH (Urbanisme et Habitat) du 2 juillet 2003 et de la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 ;

Il est précisé que l'article L123-13-I du code de l'urbanisme dans sa rédaction issue de la loi ALUR (désormais codifiée à l'article L153-38) ajoute à la modification du PLU, afin d'ouvrir une zone à l'urbanisation, l'obligation d'une délibération motivée afin de justifier l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

Monsieur le maire expose la nécessité d'urbaniser la zone 2AU en la classant en zone 1AUb.

Cette nécessité est de deux ordres, d'une part au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées, et d'autre part sur la faisabilité opérationnelle d'un projet.

Par rapport à la logique urbaine de la zone à urbaniser : l'intégration de cette zone 2AU est nécessaire car ce secteur serait enclavé dans l'urbanisation future.

Il s'agit d'un cœur d'îlot en espace constructible et prochainement construit.

Sa situation entre le talus végétalisé et entourée de zone à urbaniser 1AUb nécessite une mise en urbanisation, à défaut sa culture serait rendue particulièrement difficile.

La zone 1AUb a fait l'objet depuis l'approbation du PLU d'une première tranche urbanisée, qui représente 22 constructions d'habitations.

La tranche des travaux réalisés, et la prochaine en cours de réflexion actuellement, permettront la desserte de cette zone 2AU par un système d'assainissement et de réseaux d'eau potable à court terme.

Au regard, des besoins en nouveaux habitants de Moy de l'Aisne, des équipements existants notamment, écoles, collège, future maison de santé, des commerces et services de ce centre bourg, il

21

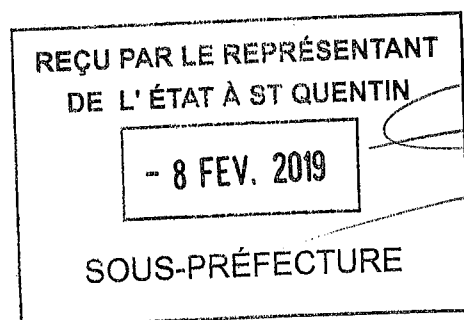
est important de permettre la réalisation d'une zone d'urbanisation prévue au PLU afin de garantir la durabilité de ces équipements, commerces et services.

Ce projet de modification portant sur l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU, en la classant en zone 1AUb, nécessite la modification du PLU.

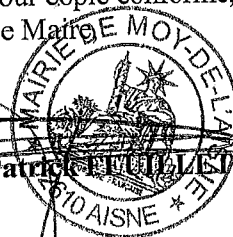
Après avoir entendu l'exposé du maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide, à l'unanimité, de valider l'utilité de cette ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU en zone 1AUb

Cette délibération motivée est complétée par une délibération de modification du PLU.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an ci-dessus.
Et ont signé au registre tous les membres présents.



Pour copie conforme,
Le Maire



DEPARTEMENT DE L' AISNE-ARRONDISSEMENT DE SAINT-QUENTIN
CANTON DE RIBEMONT
COMMUNE DE MOY DE L' AISNE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 25 janvier 2019

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE: 15
DATE DE CONVOCATION : 18 janvier 2019

VOTANTS : 15
DATE D'AFFICHAGE : 28 janvier 2019

PRESENTS: 14

L'an deux mil dix-neuf, le vingt-cinq janvier à dix neuf heures, le Conseil Municipal de la commune de MOY DE L' AISNE, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie sous la présidence de Monsieur Patrick FEUILLET.

Présents : Messieurs SAUVAGE Hervé, SCHLECHT André, MAHU Jean-Yves, Mesdames GODEFROY Sylviane, BERNA Séverine, FERRIERE Annie, FRANCELLE Marie-Josée, LAFFONT-DELZENNE Dominique, Messieurs BON Pascal, DRAPIER Didier, LAURENT Philippe, MARTIN Frédéric, THIEBAUT Yves

Absent excusé : M. Denis PREVOST donnant procuration à M. Frédéric MARTIN

Secrétaire : Mme Sylviane GODEFROY

N° 2019 – 14

OBJET : MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Monsieur le Maire présente les raisons pour lesquelles une modification d'un plan local d'urbanisme est rendu nécessaire et les objectifs qui seront poursuivis :

I° Le plan des risques technologiques CITRA ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral en 2011 et pouvant faire l'objet d'autres mises à jour ; il est préférable pour la bonne lisibilité du dossier de PLU de ne pas faire figurer le tracé des zones de dangers générés par la société CITRA sur le plan de zonage du PLU.

Ils sont reportés en servitude « Porter à connaissance risque technologique » en annexe du présent PLU selon l'arrêté de Monsieur le Préfet du 05 avril 2011.

II° La modification concerne l'assouplissement des possibilités de construire en zone A et N suivant le nouvel article L.153-12 du code de l'urbanisme créé par l'ordonnance de septembre 2015

Article L151-12 En savoir plus sur cet article...

Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.

dans les zones agricoles, naturelles ou forestières et en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. Les dispositions du règlement prévues au présent article sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime

III° L'emplacement réservé n°1 doit être modifié pour les points suivants :

1. L'actualisation des besoins liés au collège. Il est nécessaire de retirer la sente de l'emplacement réservé n°1 qui devait être prévue au nord-est du collège car la configuration des terrains et la réalité des besoins de l'établissement scolaire ne le justifient pas. Cela rend donc nécessaire la modification de l'emplacement réservé n°1 (retrait de la sente de l'emplacement réservé) et la modification de l'orientation d'aménagement liée à la prévision de cette sente dans le PLU.

2. L'actualisation et la légère modification de l'emplacement réservé n°1, en prenant en compte l'acquisition communale d'une parcelle et les besoins locaux liés à la présence de jardins offrant un cadre de vie agréable. Ces jardins ne seront plus inclus à l'emplacement réservé n°1 car ils ne sont pas indispensables à la réalisation du programme de logements mais pourraient à terme, être constructibles en zone à urbaniser, si les jardins ne sont plus existants (ceci dans le but de permettre une densification sans rompre l'identité communale existante).

L'ensemble de cette modification entraîne une modification de l'orientation d'aménagement de ce secteur, sans toutefois remettre en cause les objectifs du Projet d'aménagement et de développement durable.

IV° L'emplacement réservé n°2 « du lieu-dit la grande couture et le Centre » nécessite une modification pour répondre à un besoin de création d'une maison de santé garantissant à tous les malades et usagers, à proximité de leur lieu de vie ou de travail, l'accès à des soins.

En effet, il s'agit de modifier la désignation de l'opération de l'emplacement réservé compte tenu de la nécessité de réaliser une maison de santé pour les besoins de tous les habitants, et l'absence de nécessité de crèche et terrains de jeux pour enfants dans ce secteur de la grande couture compte tenu des besoins et demandes actuels des habitants, de la demande et des projets de la communauté de communes.

L'objet de l'emplacement réservé n°2 retient par conséquent la réalisation du parc naturel, la maison de santé, les places de stationnement, les sentes et la création d'une liaison douce à la zone 1AUB.

Cette modification entraîne une transformation de l'orientation d'aménagement de ce secteur.

V° D'ouvrir à l'urbanisation la zone 2AU en la classant en zone 1AUB :
exposé des motifs et utilité de cette ouverture à l'urbanisation (délibération N° 2019-13)

Monsieur le Maire rappelle l'article LI53-38 du code de l'urbanisme et expose l'utilité de cette ouverture à l'urbanisation la zone 2AU en la classant en zone 1AUB :

Cette nécessité est de deux ordres, d'une part au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées, et d'autre part sur la faisabilité opérationnelle d'un projet.

Par rapport à la logique urbaine de la zone à urbaniser : l'intégration de cette zone 2AU est nécessaire car ce secteur serait enclavé dans l'urbanisation future.

Il s'agit d'un cœur d'îlot en espace constructible et prochainement construit.

Sa situation entre le talus végétalisé et entourée de zone à urbaniser 1AUB nécessite une mise en urbanisation, à défaut sa culture serait rendue particulièrement difficile.

La zone 1AUB a fait l'objet depuis l'approbation du PLU d'une première tranche urbanisée, qui représente 22 constructions d'habitations.

La tranche des travaux réalisés, et la prochaine en cours de réflexion actuellement, permettront la desserte de cette zone 2AU par un système d'assainissement et de réseaux d'eau potable à court terme.

Au regard, des besoins en nouveaux habitants de Moy de l'Aisne, des équipements existants notamment, écoles, collège, future maison de santé, des commerces et services de ce centre bourg, il est important de permettre la réalisation d'une zone d'urbanisation prévue au PLU afin de garantir la durabilité de ces équipements, commerces et services.

CONSIDÉRANT que ces modifications n'ont pas pour conséquence de changer les orientations du plan d'aménagement et de développement durables (PADD), de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle ou une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,

CONSIDÉRANT en conséquence, que ces modifications n'entrent pas dans le champ d'application de la procédure de révision,

CONSIDÉRANT que ces modifications ont pour effet de majorer de plus de 20 % les possibilités de construire résultant, dans la zone, de l'ensemble des règles du plan, de diminuer les possibilités de construire, de diminuer la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser,

CONSIDÉRANT en conséquence, que ces modifications entrent dans le champ d'application de la procédure de modification dite de droit commun ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L153-36 à L153-44 et après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal décide :

1. d'autoriser le maire à prescrire, par le biais d'un arrêté, la modification du PLU pour l'ensemble des objectifs énoncés dans la présente délibération,

2. de définir les modalités de concertation suivantes :

- Information sur le site internet de la commune
- Affichage en mairie de la présente délibération
- consultation du dossier en mairie aux heures d'ouverture (tous les matins de 9h00 à 12h30)

3. d'autoriser le maire à signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant la modification du PLU,

4. de solliciter de l'Etat, pour les dépenses liées à la modification de PLU, une dotation, conformément à l'article L 132-15 du code de l'urbanisme ;

5. dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice considéré, opération 16 - urbanisme

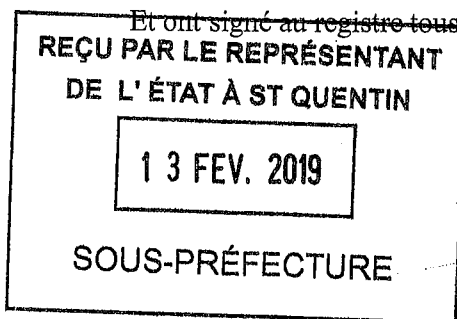
Conformément à l'article L 153-40 du code de l'urbanisme, des articles L132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme et L.153-11 du code de l'urbanisme, le projet de modification sera notifié avant l'ouverture de l'enquête publique :

1. au sous-préfet,
2. au président du conseil régional,
3. au président du conseil départemental,
4. au représentant de la chambre d'agriculture,
5. au représentant de la chambre des métiers,
6. au représentant de la chambre de commerce et d'industrie,
7. au président de la communauté de communes,
8. au Pays du Saint-quentinois,

En application de l'article R. 113-1 du code de l'urbanisme, elle sera adressée pour information au centre national de la propriété forestière.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an ci-dessus.

Et ont signé au registre tous les membres présents.



Pour copie conforme,
Le Maire
Patrick FEUILLET



